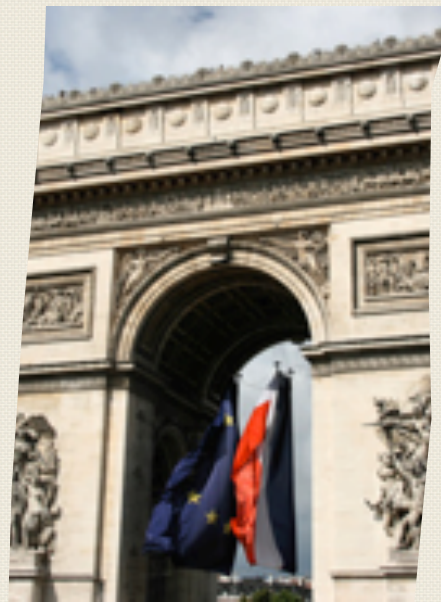


# LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 15 FEVRIER 2017

## SOMMAIRE

- 1) **Même pas honte !**
- 2) **La bulle Mac(r)onnerie**
- 3) **Les vases communicants**
- 4) **EDF sous haute tension**
- 5) **Plus de feux...**



Gérard Diez La Presse en Revue

## I ) L'affaire Fillon ou la destitution de la Ve République



**L'affaire Fillon est un naufrage. Le naufrage d'un homme et le naufrage d'un système politique auquel il appartient depuis 35 ans. Car aujourd'hui, l'élection au suffrage universel ne suffit plus à donner la légitimité pour gouverner.**

**L'**affaire Fillon n'est pas le premier scandale qui ait fait vaciller une candidature présidentielle sous la Ve République. On serait même tenté de dire que c'est un classique. Georges Pompidou et l'affaire Markovic, Jacques Chaban-Delmas et sa feuille d'impôt, Valéry Giscard d'Estaing et les diamants de Bokassa, Jacques Chirac et les emplois fictifs de la mairie de Paris. Dernière en date, l'affaire du Sofitel de New York qui emporta la candidature de Dominique Strauss-Khan à l'élection présidentielle de 2012 et ouvrit la voie de l'Élysée à François Hollande. Quant à Nicolas Sarkozy, ce n'est pas une mais plusieurs affaires qui alimentent la chronique politico-judiciaire depuis son élection en 2007. Et ce n'est pas un destin élyséen que l'affaire Cahuzac a discrédité, c'est tout le quinquennat de François Hollande. « Ce n'est pas qu'elles se dégonflent, disait Jacques Chirac, elles font "pschitt" » ; c'est souvent vrai, mais il arrive aussi qu'on ne s'en relève pas.

L'affaire Fillon est un naufrage. Le naufrage d'un homme, le naufrage d'un système politique auquel il appartient depuis 35 ans et dont il a épousé toutes les versions, du séguinisme au sarkozysme, et du gaullisme social au libéralisme décomplexé. C'est enfin un nouvel épisode d'un naufrage aux conséquences imprévisibles, celui de la Ve République.

Naufrage personnel tout d'abord. Les révélations du Canard enchaîné ont frappé en plein cœur le récit du candidat, un récit qui relevait d'un registre plus moral que politique et qui invitait au redressement national par le travail et au prix de sacrifices.

Fillon proposait aux Français une véritable cure d'« austérité » qu'ils étaient sommés d'accepter au nom de l'« exemplarité » de son auteur. Fillon promettait de retrouver le chemin de l'authenticité, au prix d'une rupture avec les illusions du bling-bling sarkozyste comme avec les mirages de l'identité heureuse d'Alain Juppé.

Avec lui, le pays allait retrouver des horaires de

travail décent, des écoliers en uniforme et, en prime, la messe du dimanche. Et avec son profil de notable de province, son épouse au foyer, ses cinq enfants et son manoir de Beaucé, Fillon avait un certain crédit. Il pouvait même claironner le triptyque « travail, famille, patrie » sans que personne ne songe à l'accuser de pétainisme subliminal. Gaulliste il était, gaulliste il restait. Sa probité personnelle était indexée à celle du Général, qui remboursait ses factures d'électricité. La statue du commandeur Séguin tenant lieu de témoin de moralité.

Les campagnes électorales aujourd'hui ne reposent plus seulement sur des contenus idéologiques ou des programmes, mais sur des performances théâtrales et des productions symboliques. Elles se déroulent à la frontière du public et de l'intime, de la politique et de la morale. Dans ce contexte, les affaires constituent l'événement perturbateur, le coup de théâtre indispensable à la tension dramaturgique. Ce sont la tension narrative, l'identification symbolique, les métaphores (et la façon dont elles sont interprétées dans le flux des événements) qui déterminent le vainqueur d'une élection et non pas son programme.

Avec l'affaire Fillon, l'élection présidentielle est entrée dans une zone de turbulences aux conséquences imprévisibles. Emmanuel Macron l'a bien compris, qui vient de déclarer au JDD : « C'est une erreur de penser que le programme est le cœur d'une campagne. La politique, c'est mystique. C'est tout mon combat. » Au risque de l'extinction de voix. Ou de la démystification, comme dans le cas Fillon.

La mystique macronienne, c'est un peu plus qu'un récit de vie. Cela met en jeu des actes de langage, mais aussi des moyens de production symbolique, une théâtralité, des effets de cadrage (photographique, syntaxique, sémantique). Enfin, pas de mystique sans la réverbération des discours dans la mediasphère, leur appropriation par les réseaux sociaux. Thomas Mann considérait la vie dans le mythe comme une « vie en citations », définition qui prend avec Internet une signification nouvelle : désormais, le grand mythographe, c'est Google. Nos dieux profanes, qu'ils soient sportifs, mannequins ou présidents, naviguent sur le Web. C'est lui qui hiérarchise les divinités et dresse la carte de leurs navigations. Il y faut de l'inédit et de la répétition. Jeanne d'Arc et Uber. Le Puy du Fou et les nanotechnologies. Pas de performance qui ne s'avance codée, cryptée, drapée de précédents. Pas même de campagne électorale sans que l'on convoque les

grands anciens, un récit des origines. Pas d'élection qui ne soit un revival. C'est cette réécriture, cette répétition, cette trace qui donne à l'inédit son « aura » spectrale, sa troisième dimension.

Ce qui fait le succès d'une campagne, ce n'est pas une image ou une « histoire », c'est une performance complexe, entre rituel et stratégie, capable tout à la fois de se connecter avec l'électeur, de focaliser le débat, de contrôler l'agenda, d'imposer une ligne narrative, de créer son propre réseau de diffusion virale. La feuilletonisation de la vie politique que dénonce François Fillon appartient en partie déjà au passé, à l'âge télévisuel où il y avait encore une audience pour chaque épisode. Aujourd'hui, la communication politique est dominée par l'exigence de la vitesse. Les enchaînements narratifs se transforment en engrenages de coups d'éclat et d'effets de surprise. Inutile d'essayer de dérouler un récit au long cours lorsqu'une information peut surgir à tout instant et venir bouleverser la séquence en cours.

### Le carré magique

C'est le croisement de ces effets qui explique le succès ou l'échec d'une campagne électorale. Ce que j'avais appelé, au moment de la campagne d'Obama, le carré magique de la communication politique. Premier côté du carré : Raconter une histoire capable de constituer l'identité narrative du candidat en résonance avec l'histoire collective (storytelling).

Deuxième côté : Inscrire l'histoire dans le temps de la campagne, gérer les rythmes, la tension narrative (timing). Troisième côté : Cadrer le message idéologique du candidat (framing) et imposer un « registre de langage cohérent » en « créant des métaphores ».

Quatrième côté : Créer son réseau sur Internet et sur le terrain, c'est-à-dire un environnement hybride et contagieux susceptible de capter l'attention et de structurer l'audience du candidat (networking).

Le carré magique n'est pas une recette, c'est un schéma qui désigne des enjeux stratégiques, les conditions de réussite ou d'échec d'une performance collective. Chaque côté du carré magique est un champ de bataille. De ce point de vue, l'affaire Fillon est un cas d'école : les quatre côtés du carré magique ont été enfoncés par l'affaire et ses rebondissements.

Les scénaristes de série télévisée ne s'y sont pas trompés. « On est presque dans une pièce de Shakespeare », explique l'un d'eux. Surnommé sur Twitter « House of Sarthe » en référence à la série House of Cards, on a comparé l'affaire Fillon à Downton Abbey, Game of Thrones ou encore Borgen. Le timing des révélations du Canard était presque parfait. L'emploi présumé de l'épouse et des enfants de Fillon, la ristourne sénatoriale et ses éventuels conflits d'intérêts n'intéressaient personne tant qu'il n'était pas le vainqueur annoncé de la présidentielle. À trois mois de l'élection, il devenait vulnérable, à portée du soupçon et de l'opprobre. C'était le moment idéal pour un coup de théâtre.

Le Fillon presbytéral, qui promettait aux Français un long carême contre la rémission de leurs péchés, s'est trouvé renvoyé à ses propres faiblesses. Goût du luxe, voitures de sport, costumes sur mesure et mocassins à glands. Celui qui promettait du sang et des larmes et fustigeait les assistés était beaucoup moins sourcilieux quand il s'agissait de ses propres deniers : soupçons d'emplois fictifs, ristourne sénatoriale, conflits d'intérêts... « Je suis un homme, pas un saint ! » protestait le pécheur comme à confesse... mais c'était déjà trop tard. Il eût fallu le dire avant. Ou, à tout le moins, ne pas jouer les saintes-nitouches. Avec moins de trémolos dans la voix et un peu plus de modestie. Maintenant le mal est fait. L'icône est à terre, l'identité narrative du candidat en miettes.



François Fillon © Reuters

Les électeurs de la primaire de la droite et du centre croyaient avoir choisi l'anti-bling-bling de la droite, tourné la page du Fouquet's et du rapport décomplexé de Sarkozy à l'argent. Un président intègre, raide comme la justice ne saurait faire de mal dans une période de crise. Les révélations du Canard enchaîné, confortées par celles d'« Envoyé spécial » et de Mediapart, ont mis à mal l'image d'intégrité de celui qui avait fait de sa foi chrétienne un gage de probité.

« Ces révélations ont instillé le doute en nous, reconnaissent deux électeurs des Hauts-de-Seine interrogés par le journal La Croix. Il est peut-être dans le droit, mais pas dans l'exemplarité. » Contraint de passer au confessionnal, il feignait de s'excuser tout en criant au complot : « On veut me mettre à genoux ! » Sans doute, comme le dit la sociologue Monique Pinçon-Charlot, « il existe chez François Fillon un sentiment d'impunité sincère car ce n'est pas l'impunité d'un homme mais celle de toute une classe. Ce sentiment se construit dans l'entre-soi des puissants, qui vivent dans une bulle ». Ce qui nous ramène à la politique.

Élu plus jeune député de l'Assemblée à 26 ans, sénateur-maire, plusieurs fois ministre, premier ministre pendant cinq ans, François Fillon n'est pas un perdreau de l'année. C'est un apparatchik qui a bénéficié des largesses de la République pendant 35 ans. Son discrédit atteint toute la classe politique. « Jamais dans l'histoire de la République, a déclaré François Bayrou, sur France 2, un candidat aux plus hautes fonctions, à la présidence de la République, n'a été ainsi sous l'influence des puissances d'argent. »

L'après-Hollande s'est démultiplié, nous sommes dans l'après-Juppé, l'après-Sarkozy, l'après-Valls, et maintenant l'après-Fillon... Marine Le Pen elle-même ne se sent pas très bien, craignant de glisser dans un "après" prénommé Marion. Trois générations dégringolent les escaliers du pouvoir. Avec l'exténuation de la sphère politique, rappelait Jean Baudrillard, le président devient de plus en plus semblable à ce "Mannequin du pouvoir" qu'est, selon Pierre Clastres, le chef dans les sociétés primitives. Loin d'être magnifié par la fonction, il apparaît désormais écrasé par elle, humilié, inférieur, soumis à des rituels désuets, contraints de jouer les présidents, de « faire président » sans en avoir les moyens. Faute de puissance d'agir, de résolution et d'action (le state craft), il reste la mise en scène du pouvoir (le stage craft) : c'est le côté spectral, et pas seulement spectaculaire, de l'exercice du pouvoir.

### **Le pouvoir impersonnel**

Loin d'exercer une fonction d'autorité, nos mannequins du pouvoir sont condamnés à donner des signes aux fractions éclatées d'un électorat volatil, mais aussi aux faiseurs d'opinion et à tous ceux qui peuvent donner du crédit ou de la popularité à un pouvoir discrédité ; sondages, agences de notation, éditorialistes...

Une politique qui consiste à adresser à l'opinion des signes d'optimisme en pleine crise de la confiance, des signes de volontarisme en situation d'insouveraineté, des signes de sérieux et de rigueur à l'intention des marchés. Chaque ministre est chargé non plus d'un domaine de compétences et d'une autorité régaliennne, mais d'un portefeuille de signes. « Comment se construit le pouvoir charismatique ? C'est un mélange de choses sensibles et de choses intellectuelles. » (Macron encore)

### **Mais cela ne trompe plus personne.**

Depuis Le Coup d'État permanent de François Mitterrand, les opposants à la Ve République ont constamment dénoncé son caractère monarchique, le rôle et la place d'un président élu au suffrage universel, érigé au sommet de la pyramide du pouvoir, qui décide de tout et qui est, pendant la durée de son mandat, le maître du temps politique. C'est la critique du pouvoir personnel. Mais c'est un pouvoir impersonnel qui gouverne aujourd'hui : les marchés, les agences de notation, les organisations transnationales... L'homme réputé le plus puissant de la nation est un homme qui doit négocier ses marges de manœuvre avec la Commission à Bruxelles ou la chancellerie à Berlin. Depuis le traité de Maastricht et l'acte unique européen, c'est un souverain sans monnaie ni frontières. À l'abri de l'élection présidentielle, qui accrédite tous les cinq ans le mythe d'une nation souveraine et dope l'illusion d'un choix collectif, c'est "un gouvernement d'affaires courantes" qui se poursuit entre les élections. L'essentiel se joue ailleurs. C'est pourquoi le régime présidentiel court à sa perte...

L'élection au suffrage universel ne suffit plus à donner la légitimité pour gouverner, elle apparaît comme une étape de plus dans la spirale du discrédit qui ronge nos institutions démocratiques. Le suffrage universel, clé de voûte de la Cinquième République, ne fait plus recette auprès des électeurs. Les Français l'utilisent de plus en plus comme un droit de veto plutôt que comme le fondement d'une légitimité. C'est l'essence du vote antisystème. On n'élit plus, on élimine... Sarkozy fut élu sur la rupture (avec Chirac), Hollande pour en finir avec Sarkozy. Les primaires ne font qu'accélérer le mouvement. Après Hollande, empêché de se représenter, Sarkozy fut sèchement congédié, Juppé et Valls éliminés. Car il ne suffit pas de sanctionner les anciens, il faut aussi faire mentir les sondages. Les primaires organisées pour relégitimer les partis fonctionnent à rebours. Elles ont fonctionné comme une guillotine électorale, éliminant un à

un les leaders des partis et les favoris des sondages. L'électeur stratège se comportant en parieur averti, qui mise à la baisse comme s'il avait davantage à gagner au discrédit des favoris qu'à l'espoir d'une alternance tant de fois déçue. On peine à discerner une logique positive à l'œuvre dans la succession d'événements qui marquent le processus électoral en cours. Le discrédit est si puissant, sa vague est si haute, que les candidats n'ont d'autre choix que de surfer sur elle, de se mettre de son côté, dénonçant le système, promettant la rupture, affichant leurs transgressions.

Le général de Gaulle avait opté pour un régime présidentiel dans le but de restaurer l'autorité de l'État, minée de l'intérieur par « le régime des partis ». Mais la Ve République s'est accommodée du régime des partis. Le président de la République n'est plus un obstacle à leur influence dissolvante. Bien au contraire ! En leur sein, la bataille pour l'élection présidentielle ne s'interrompt jamais. Ils sont devenus des appareils partisans, des machines financières et des écuries militantes pour la conquête du pouvoir. La crise de régime de la politique a mis à mal une idée chère à notre histoire de France récente : l'alternance. Les Français n'y croient plus. L'action est perçue comme illégitime ou inefficace et la parole politique a perdu toute crédibilité.

La médiasphère, avec ses talk-shows et ses réseaux sociaux, sa dramaturgie, son rythme 24/7, ses commentateurs, ses communicants, ses groupes de riposte et ses community managers, constitue le théâtre de la souveraineté perdue. Les hommes de l'État insouverain y sont convoqués non plus comme les souverains d'antan en majesté, mais comme des imposteurs exposés à la vindicte publique. Ils sont en permanence soumis à un processus de vérification et à une obligation de performance. L'insouveraineté se manifeste jusque dans les épisodes de leur vie intime... L'homo politicus que nous connaissons depuis deux siècles est voué à disparaître. Il cherche sa voie ailleurs, à l'aveugle, dans cette zone grise où la politique perd ses droits.

Trois ans avant la chute de la IVe République, le président de la République René Coty avait chargé Jacques Chaban-Delmas d'un message à l'intention du général de Gaulle : « Je constate comme vous, que la France est ingouvernable dans les conditions actuelles, autrement dit, que les institutions ne peuvent rester en l'état... Voulez-vous faire savoir au général de Gaulle que je le tiens pour le seul homme capable de tirer la

France de ce marasme ? Dites-lui que si une crise se présente, je ne manquerai pas de m'engager à fond en faisant appel à lui pour former le gouvernement, dans le cadre de nos institutions, afin précisément de changer celles-ci. » Il ajoutait qu'il était prêt à s'effacer pour que le grand homme ne soit pas « gêné par la présence, à la table du Conseil des ministres, d'une autorité juridiquement supérieure à la sienne – lui qui détient de fait la plus haute autorité morale qui soit dans le pays ».

La IVe République agonisait dans le jeu de chaises musicales des gouvernements successifs. La Cinquième République y remédia au prix d'une personnalisation extrême du pouvoir exécutif, légitimée par l'élection du président de la République au suffrage universel. Six décennies passèrent... le souvenir du général de Gaulle conservant bon an mal an à la fonction le prestige de la « plus haute autorité morale qui soit dans le pays ».

Si je rappelle ces circonstances, c'est qu'il semble bien que la Ve République, au terme d'une révolution complète, soit revenue à son point de départ, à savoir la question que René Coty posait au général de Gaulle : comment « former [un] gouvernement, dans le cadre des institutions [existantes], afin précisément de changer celles-ci » ? C'est le problème qui se pose au pays.

Le discrédit est une chose instable et invisible à l'œil nu. Il se répand comme un gaz et il corrompt les sociétés avant même qu'une personnalité charismatique ne s'en empare et ne transforme ce gaz insaisissable en force matérielle. Ainsi de tous les fascismes. Ainsi du mouvement qui a porté Trump au pouvoir. Une chose est sûre : lorsque le discrédit prend le pouvoir, il est bien difficile de l'arrêter et de faire rentrer le diable dans sa boîte.

Une course-poursuite est engagée entre la politique institutionnelle, qui sert de masque aux vrais pouvoirs dominant le monde, et les citoyens qui s'en détournent en se réappropriant les termes, les lieux, les formes du débat public. D'un côté, une classe politique à bout de souffle, absentéiste, dévitalisée, soucieuse uniquement de sa survie ; de l'autre, des citoyens qui par leurs initiatives, leurs luttes et leurs colères assemblées provoquent un vaste mouvement de “destitution” de la politique institutionnelle.

## II) Oui, le phénomène Macron était bien une (énorme) bulle médiatique

Thomas Guénolé

Politologue. Auteur de La Mondialisation malheureuse (éditions First) et Petit guide du mensonge en politique (Fayard, 2017, réédition).

marianne.net

**Il existe un indicateur fiable et objectif pour identifier les bulles médiatiques. Il apparaît qu'en 2016, le phénomène Macron en était indiscutablement une... et ce matraquage médiatique a conduit un pan significatif de l'électorat à le trouver intéressant du simple fait de cette surexposition.**



Michel Euler/AP/SIPA

La question de savoir si la candidature d'Emmanuel Macron relève ou pas d'une bulle médiatique a beaucoup intéressé, et intéresse encore, tous ceux que cette campagne présidentielle hors-normes interpelle ou passionne. Cette question n'a pas été clairement tranchée pour autant. **Or il existe un indicateur fiable et objectif pour identifier les bulles médiatiques.** D'un côté, l'on mesure les « parts de voix » du candidat dans les médias mainstream, c'est-à-dire le taux d'articles qui citent son nom dans le titre. De l'autre, l'on mesure ses parts de voix sur les grands réseaux sociaux, c'est-à-dire le taux de contenus émis par les gens au sujet du candidat. **Si le taux dans les médias est significativement supérieur au taux sur les réseaux sociaux, cela signifie que les médias s'intéressent beaucoup à un candidat alors que sa campagne prend beaucoup moins**

**dans la population : c'est donc une bulle médiatique.**

A l'aide de données analysées via Talkwalker par Véronique Reille Sout, directrice générale de Dentsu Consulting, il apparaît alors qu'en 2016, le phénomène Macron était indiscutablement une énorme bulle médiatique. Du 1er avril au 31 septembre 2016, il avait en effet 43% de parts de voix dans les médias contre 17% sur les réseaux sociaux. Puisque l'écart dépasse même le passage du simple au double, et puisque le taux dans les médias est proche de la majorité absolue, l'on peut raisonnablement qualifier cette situation de matraquage médiatique pour « vendre » la marque Macron à l'électorat.

En revanche, depuis la fin de 2016 et le début de 2017, le même phénomène Macron ne relève plus d'une bulle. Du 1er décembre 2016 au 31 janvier 2017, il est à 20% de parts de voix dans les médias contre 19% sur les réseaux sociaux, c'est-à-dire quasiment le même taux. L'intérêt de l'électorat reste en réalité stable : 19% contre 17 précédemment. S'il n'y a plus bulle, c'est simplement parce que le matraquage médiatique s'est dégonflé : 20% contre 43 précédemment. Cela étant, le mois de janvier a été phagocyté par la primaire du Parti socialiste, ce qui a diminué l'attention des médias envers tous les candidats hors-PS : il faudra donc examiner les résultats de février pour voir si le matraquage pour surexposer Emmanuel Macron a repris sitôt ladite primaire achevée.

Cependant l'apparition d'un taux de 17-19% sur les réseaux sociaux, stable, semble indiquer ceci : le matraquage médiatique de la marque Macron en 2016 a réussi à lui donner ce socle dans le public. Cela s'explique par une loi psychosociale bien connue des publicitaires professionnels : « l'effet de simple exposition ». En 1968, le psychologue étatsunien Robert Zajonc publia les résultats de l'expérience suivante : il avait exposé des sujets humains à des mots de sept lettres sans aucune signification en faisant varier l'exposition de 0 à 25 fois ; à la suite de quoi il était demandé aux sujets si le mot désignait à leur avis quelque chose de négatif, de neutre ou de positif. Les résultats montraient que les mots ayant été exposés le plus grand nombre de fois étaient jugés de la manière la plus positive. Dans notre vie économique, l'application la plus évidente de l'effet de simple exposition est le matraquage publicitaire pour faire entrer de force les marques dans nos esprits : « Enjoy Coke », « Avec Carrefour je positive », « Just do it : Nike », etc. **Dans notre vie politique, l'application la plus**

récente est le cas Emmanuel Macron : le matraquage médiatique de 2016 a conduit un pan significatif de l'électorat à le trouver intéressant du simple fait de cette surexposition intensive.

Demeure néanmoins un point faible : certes, on parle beaucoup d'Emmanuel Macron sur les réseaux sociaux ; certes, il réussit à pénétrer des sphères d'ordinaire plutôt neutres ; mais le taux d'engagement pro-Macron dans les contenus émis à son sujet, notamment sur Facebook et sur les forums, reste très faible. Outre que les sympathisants d'Emmanuel Macron sont souvent des novices et ont donc encore du mal à poster des contenus engagés sur le web, cela tient principalement au fait que le candidat exprime extrêmement peu de positions clivantes, celles-là même qui engagent au partage et à la polarisation. En d'autres termes, si Emmanuel Macron continue à être essentiellement une marque répétée en boucle quasiment sans contenu vis-à-vis duquel les électeurs puissent se positionner, il relèvera de plus en plus d'une bulle de savon gonflée à l'hélium.

À la machine à café de la vie de bureau ou dans les conversations de pause déjeuner, ces jours-ci cela donne cette question quand on parle de lui : « Mais quand est-ce qu'il sort enfin son programme ? ». Plus précisément, plutôt qu'un catalogue de mesures, en réalité ce qui manque à l'électorat en général et aux sympathisants d'Emmanuel Macron en particulier, c'est l'expression précise de la vision et des valeurs qu'il porte. La liste détaillée du programme, elle, est en fait secondaire.

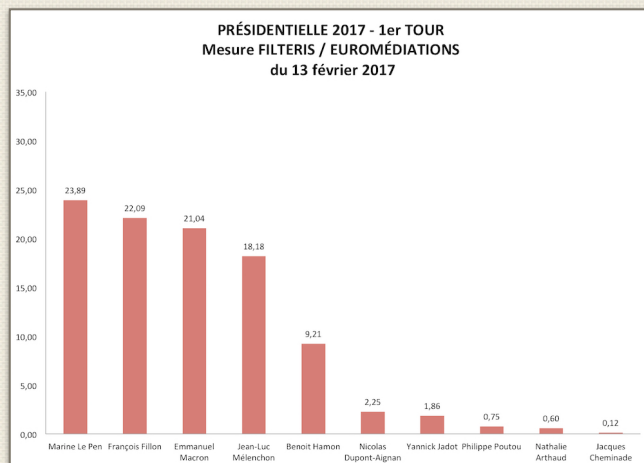
Question déontologique pour conclure : jusqu'où les médias mainstream peuvent-ils aller dans le matraquage pour surexposer un candidat et le faire ainsi bénéficier de la dynamique artificiellement fabriquée par l'effet de simple exposition ? D'un côté, tout média d'information a une ligne éditoriale, donc un positionnement idéologique, ce qui est normal et sain pour une démocratie pluraliste. Il s'ensuit qu'il est également normal qu'un grand média soutienne tel ou tel candidat à la présidentielle, en application de sa ligne éditoriale. De l'autre côté, en l'état actuel de concentration du paysage médiatique, s'il résulte du positionnement des uns et des autres une surexposition de tel candidat, comme le cas d'école Macron en 2016, le paysage médiatique devient une machine à piper les dés du jeu démocratique au lieu d'être gardien d'un pluralisme équitable envers les candidats.

### III) Présidentielle : Hamon s'effondre, Mélenchon décolle !



Entreprendre.fr

Derrière Marine Le Pen, François Fillon fait de la résistance, talonné par Emmanuel Macron. Mais la vraie surprise est ailleurs : Benoit Hamon semble s'effondrer alors que Jean-Luc Mélenchon poursuit sa progression et talonne désormais le trio Le Pen-Fillon-Macron.



La méthode qui avait permis de prévoir la victoire du Brexit ou celle de Donald Trump, ou encore l'élimination de Nicolas Sarkozy dès le premier tour des Primaires, est encore peu utilisée en France, où les sondages "traditionnels" continuent à fleurir malgré leurs résultats de plus en plus souvent démentis par les urnes.

La spécificité de la méthodologie exploitée par Filteris Euro / Mediations réside dans le fait de ne pas constituer d'échantillons, de ne pas poser de questions qui orientent les réponses, de ne pas opérer de redressements hasardeux auxquels les sondeurs doivent inévitablement se plier. Au contraire, la méthodologie de Filteris

-Euromédiations grâce à une méthode axiologique qui a fait ses preuves depuis maintenant dix ans.

Il s'agit d'une expertise scientifique développée à l'Université Laval de Québec, basée sur des calculs différents de ceux qu'utilisent habituellement les sondeurs. Pas d'échantillons censés représenter la population, pas de questions posées, pas de non répondants, pas de redressement des résultats en fonction des sondages passés.

Les outils (moteur de recherche et algorithmes d'analyse) permettent de prendre une mesure du Buzz, sur le Web et les réseaux sociaux, à laquelle s'ajoute une analyse qualitative de « sentimentalité » rendant compte des valeurs positives et négatives associées à chacun des candidats. L'algorithme final synthétise le potentiel de victoire des candidats.

L'analyse du Buzz et des perceptions permet de dégager des tendances lourdes qui, généralement, s'approchent des résultats d'un scrutin s'il avait lieu à la même période.

**Entreprendre**.FR

## IV) La facture du nucléaire met les comptes d'EDF sous haute tension

Par Jean-Christophe Féraud



Un militant de Greenpeace milite pour la sortie du nucléaire devant le siège d'EDF, à Paris le 14 février. Photo Eric Piermont. AFP

**L'électricien a vu ses résultats financiers se dégrader en 2016, et 2017 sera encore plus «difficile». Le patron d'EDF promet «le rebond» pour l'année suivante. Mais Greenpeace pointe l'asphyxie financière du chef de file du nucléaire français.**

«La faillite d'EDF c'est par ici», «Sortez du nucléaire !» : parcours fléché et slogans antinucléaires de rigueur, une trentaine de militants de Greenpeace en gilet de chantier jaune fluo s'étaient invités ce mardi matin devant le siège parisien de l'électricien, rue de Wagram, bien décidés à se faire entendre pour la présentation des résultats annuels.

Passé le cordon de CRS et de gros bras maison, l'ambiance était plus feutrée dans la salle de presse, quoique moyennement à la fête. Costumes gris et sourires un peu figés, Jean-Bernard Lévy, le big boss d'EDF, et Xavier Girre, son directeur financier, avaient la lourde tâche de défendre contre vents et marée la «performance solide» de l'entreprise en 2016 et sa «bonne trajectoire» pour les années à venir. Tout ça alors que les résultats financiers du géant français de l'énergie n'ont sans doute jamais été aussi fragiles et sa situation comptable aussi tendue.

Passé maître dans l'art de positiver un bilan financier qui inquiète jusqu'à l'Etat actionnaire, Jean-Bernard Lévy a vendu l'exercice écoulé comme «l'année où nous avons rencontré bien des obstacles mais surmonté la plupart des difficultés dans un marché en plein bouleversement». De fait, en 2016, EDF a vu son chiffre d'affaires reculer de 5,1 % à 71,2 milliards d'euros du fait du double effet kiss cool de la baisse des prix de gros de l'électricité (qui sont passés en deux ans de 40 euros à 28 euros le mégawatt/heure) et de l'arrêt, cet automne, de 18 réacteurs nucléaires sur 58 pour cause de contrôles de sûreté exigés par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) après la découverte «d'anomalies» dans la composition de l'acier de générateurs de vapeur forgés par Areva au Creusot.

Le gendarme de l'atome a certes autorisé le redémarrage de la plupart de ces réacteurs début décembre, mais la paralysie qui a affecté plusieurs grosses centrales (Civaux, Bugey, Dampierre, Gravelines, Saint-Laurent des Eaux, Tricastin...) pendant plusieurs semaines a fait plonger la production nucléaire de l'électricien : cette dernière est tombée à un plus bas quasi-historique de 384 terrawatts/heure (TWh) l'an passé contre un peu plus de 416 TWh en 2015. De l'aveu de



l'homme des finances, Xavier Girre, «cet écart a coûté 1,6 milliard d'euros à l'entreprise», entre l'électricité qui n'a pas été vendue aux clients et celle qu'il a fallu acheter à prix fort à l'étranger pour compenser.

## **Le poids de la dette**

Conséquence directe de cette baisse de tension nucléaire, EDF a vu un autre indicateur clé de sa santé financière chuter dans les mêmes proportions : le résultat brut d'exploitation (Ebitda pour les intimes) a décliné de 6,7% à 16,4 milliards d'euros. C'est un peu mieux que ce que les analystes attendaient (avec un consensus à 16,2 milliards) mais cela reste inquiétant pour ces derniers, car l'Ebitda permet de mesurer la capacité de l'entreprise à rembourser son énorme endettement.

«Nous avons stabilisé notre dette nette à 37,4 milliards d'euros en 2016, alors qu'elle augmentait tous les ans», s'est félicité Lévy. Mais Greenpeace, qui préfère compter en dette brute, n'est pas du même avis : «La dette accumulée par EDF avec les rachats toxiques de Constellation aux Etats-Unis ou de British Energy outre-Manche, et le dérapage du chantier de l'EPR à Flamanville, dont le coût a été multiplié par trois, s'élève en fait aujourd'hui à près de 75 milliards d'euros», estime Florence de Bonnafos, chargée des questions financières chez Greenpeace. Selon l'ONG, l'entreprise EDF est au bord de l'asphyxie financière car, faute d'argent dans les caisses, il lui faut refinancer sa dette d'année en année en réempruntant sur les marchés. Et de fait, dans les comptes d'EDF, le «free cash flow» – la trésorerie réellement disponible – est encore dans le rouge de 1,565 milliard d'euros en 2016.

Malgré tout, EDF est parvenu à dégager l'an dernier un résultat net part du groupe de 2,9 milliards d'euros, soit plus de deux fois plus qu'en 2015. Ce qui fait dire à son PDG que «cette année encore, EDF est rentable quand tous ses concurrents européens ont enregistré des pertes». Mais à y regarder de plus près, EDF arrive à afficher ces quelques 3 milliards d'euros de profits en 2016 grâce à un tour de passe-passe financier : moins de dépréciations d'actifs que l'année d'avant et l'allongement de quarante à cinquante ans de la durée de vie de ses centrales nucléaires dans ses livres de comptes.

Un sacré pari puisque que d'une part, c'est l'ASN qui autorisera ou non cette prolongation de l'autorisation d'exploitation centrale par centrale ; et que d'autre part, la loi sur la transition

énergétique prévoit en théorie de ramener la part du nucléaire dans la production électrique française à 50 % d'ici 2025. Manifestement, EDF mise sur une nouvelle majorité présidentielle qui enterrera définitivement cette promesse de François Hollande.

Le champion français de l'atome aurait tort de se priver quand on sait qu'aujourd'hui, seule la fermeture de Fessenheim est prévue pour fin 2018. Une centrale sacrifiée sur dix-neuf au total ? Cela laisse de la marge au lobby de l'atome. D'autant que l'EPR de Flamanville doit entrer en service au même moment. Enfin, si tout va bien. Car l'ASN doit dire d'ici fin juin si le métal dans lequel a été forgée la cuve de ce réacteur de nouvelle génération est bien conforme aux exigences de sûreté. Jean-Bernard Lévy a dit avoir «toute confiance» à ce sujet.

## **Mur d'investissements**

Au bout du compte, EDF promet un retour à meilleure fortune pour 2018, qui sera selon lui «l'année du rebond». Car pour 2017, ce sera encore la soupe à la grimace pour les financiers : le groupe s'attend à un exercice «difficile» avec un Ebitda qui va fondre dans une fourchette comprise entre 13,7 et 14,3 milliards d'euros. La nouvelle n'a pas vraiment plu à la Bourse de Paris, où l'action EDF décrochait de 2% ce mardi. En cause, des prix de gros de l'électricité qui vont rester bas l'an prochain et une production nucléaire qui ne dépassera pas 390 à 400 TWh pour cause de nouveaux arrêts de réacteurs pour maintenance.

Jean-Bernard Lévy estime qu'«EDF reste une entreprise extrêmement solide». Mais l'est-elle assez pour faire face au mur d'investissements qui attend le groupe ? Entre les travaux de «grand carénage» pour prolonger la durée de vie de ses centrales, le démantèlement de ses vieux réacteurs ou encore le projet des deux EPR britanniques d'Hinkley Point, EDF va devoir investir au total plus de 165 milliards d'euros d'ici 2025, soit plus de 15 milliards par an, estime Greenpeace...

EDF admet de son côté 10 milliards d'euros d'investissement annuel et met en avant son plan d'économies d'1 milliard d'euros d'ici 2019, qui va notamment se traduire par 5 000 suppressions de postes (sans licenciements). Etude à l'appui, Greenpeace estime qu'il manque aujourd'hui au moins 50 milliards d'euros dans les caisses du groupe pour payer l'addition à venir du nucléaire et parle en conséquence de «faillite» potentielle. Evidemment, EDF dément et défend mordicus la

sincérité de ses comptes.

Pour boucler ses fins de mois d'ici 2018, EDF va heureusement pouvoir compter sur une augmentation de capital de 4 milliards d'euros qui devrait être bouclée d'ici la fin du premier trimestre. L'Etat actionnaire, qui détient 85,6% de l'entreprise, y souscrit à hauteur de 3 milliards. Oui, mais après ? «EDF n'est plus en mesure de générer le cash nécessaire pour financer sa fuite en avant dans le nucléaire, le groupe court à la faillite. La seule conclusion qui s'impose, c'est sortir de l'atome pour réinvestir massivement dans les énergies renouvelables qui sont aujourd'hui moins chères et moins risquées», tranche sans surprise Cyrille Cormier, chargé de campagne Energie chez Greenpeace.

Mais EDF n'en prend pas vraiment le chemin. En 2016, les éoliennes et autres fermes solaires d'EDF Energies Nouvelles n'ont contribué qu'à hauteur de 1,1 milliard d'euros aux 71 milliards de chiffre d'affaires du groupe. Et Jean-Bernard Lévy continue à vanter «l'apport inestimable du nucléaire» qui fournit à la France 76% de son électricité «à un prix compétitif» et «des emplois industriels qui se font rares ailleurs». Pour lui, l'après-nucléaire n'est pas pour demain. Enfin, sauf accident.

Jean-Christophe Féraud



## V) Circulation: Bordeaux supprime un maximum de feux tricolores, d'autres villes songent à faire de même

francesoir.fr

Pour fluidifier le trafic et réduire le nombre d'accidents de la route, plusieurs villes comme Bordeaux, Nantes ou Paris ont décidé de supprimer, au moins en partie, les feux tricolores. Jugés dangereux, ils seraient responsables de



On compte 30.000 feux tricolores en France.  
©Houpline Renard/Sipa

Les feux tricolores pourraient être amenés à disparaître. Depuis plusieurs mois, voire années, de nombreuses villes envisagent de supprimer, au moins en partie, les feux rouges destinés à réguler la circulation aux carrefours. A la place: des ronds-points, des "Stop", des "Cédez le passage" ou des priorités à droite pour responsabiliser le conducteur. A Paris, par exemple, la mairie voudrait voir disparaître ce dispositif dans plusieurs quartiers où la zone est déjà limitée à 30km/h. Car en plus d'être accusés de ralentir le trafic, les feux tricolores, au nombre de 30.000 en France, ont été jugés dangereux. Au total, ils provoqueraient 10.000 accidents par an causant la mort de 150 personnes. Par conséquent, le conseil de Paris a voté, lundi 30 janvier, pour une expérimentation de l'abandon des feux de signalisation.

"Les études montrent que lorsqu'on élimine les feux à certains embranchements, il y a moitié moins d'attente pour les conducteurs mais il y a surtout moins de morts car les automobilistes ont tendance à ralentir", a expliqué au Parisien la coprésidente du groupe écologiste de Paris, Anne Souyris. Un avis que partagent nombre d'élus puisque plusieurs villes ont déjà commencé à mettre au placard les feux tricolores. Bordeaux, par exemple, en a déjà retiré et souhaite, à terme, en supprimer 300. A Lyon également, plusieurs feux ont été retirés. Même chose pour Nantes, Niort, Rouen et Abbeville (Somme) où il ne reste qu'un seul feu rouge pour 24.000 habitants.

Cette expérimentation a également été testée dans d'autres villes du monde, comme à Philadelphie aux Etats-Unis. Dans cette ville américaine, cette initiative a permis de réduire de 25% les accidents. "Au début, les gens se sentent moins en sécurité, ont le sentiment d'être livrés à eux-mêmes car il n'y a pas de panneaux ou de feux pour leur dire quoi faire. Mais ils se retrouvent du coup dans une situation de plus grande vigilance", a expliqué au Parisien Christophe Damas, chercheur au Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement.

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)